



CHAPITRE 112

Loi modifiant la charte de la ville de
Marievalle

[Sanctionnée le 19 décembre 1956]

Préam-
bule.

ATTENDU que la ville de Marievalle a, par sa pétition, représenté:

Que dans son intérêt et celui des contribuables ainsi que pour la bonne administration de ses affaires, il convient de lui accorder de plus amples pouvoirs que ceux qu'elle possède déjà sous l'autorité de sa charte, 5 Édouard VII, chapitre 47;

Attendu qu'il convient d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Fonds in-
dustriel.

1. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, la corporation de la ville de Marievalle est autorisée à créer un fonds industriel d'un montant n'excédant pas cent cinquante mille dollars, pourvu que le règlement décrétant la création de ce fonds ait reçu toutes les approbations requises par la loi pour les règlements d'emprunt.

Em-
prunts.

2. Si ce règlement reçoit les approbations requises par la loi, le conseil de la ville est autorisé, sujet à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec et du ministre des affaires municipales, à faire un ou des emprunts dont le total n'excédera pas cent cinquante mille dollars pour acquérir à l'amiable ou par expropriation, construire, entretenir, vendre ou louer, des immeubles qui servi-

CHAPTER 112

An Act to amend the charter of the town
of Marievalle

[Assented to, the 19th of December, 1956]

WHEREAS the town of Marievalle has, **Preamble.**
by its petition, represented:

That in its interest and that of the ratepayers as well as for the good administration of its affairs, it is expedient that it be granted powers more ample than those which it already has under its charter, the act 5 Edward VII, chapter 47;

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Notwithstanding any general law **Industrial**
or special act to the contrary, the corporation of the town of Marievalle is authorized to constitute an industrial fund.
fund.
in an amount not exceeding one hundred and fifty thousand dollars, provided that the by-law enacting the constitution of such fund has received all the approvals required by law for loan by-laws.

2. If such by-law receives all the ap- **Loans.**
provals required by law, the council of the town is authorized, subject to prior approval by the Quebec Municipal Commission and the Minister of Municipal Affairs, to contract one or more loans the total of which shall not exceed one hundred and fifty thousand dollars to acquire by agreement or expropriation, build, maintain, sell or lease, immoveables to be

ront en tout ou en partie, à des fins municipales ou industrielles et pour consentir, à même ce fonds industriel, des prêts hypothécaires pour l'établissement d'industries qui seront à l'avantage de toute la population.

used in whole or in part for municipal or industrial purposes and to grant, out of such industrial fund, hypothecary loans for the establishing of industries which will be advantageous for the whole population.

Vente ou location.

3. La ville est autorisée à vendre ou à louer le ou lesdits immeubles, aux conditions qu'elle déterminera, pourvu que le prix de vente ne soit pas inférieur au coût desdits immeubles, pour la ville, et que le prix de location ne soit pas moindre que le montant représentant le service de la dette sur le ou lesdits emprunts contractés pour l'acquisition ou l'érection desdits immeubles.

3. The town is authorized to sell or lease the said immovable or immovables, on such conditions as it may determine, provided that the sale price be not lower than the cost of the said immovables to the town, and that the leasing price be not less than the amount representing the service of the debt on the loan or loans contracted for the acquisition or erection of the said immovables.

Emploi des sommes perçues.

4. Tout l'argent provenant de ces ventes ou louages devra être employé à l'extinction des obligations contractées par la ville à ce sujet, et au paiement du capital et des intérêts et des autres dépenses et frais légitimes occasionnés à ce sujet, y compris les dépenses d'entretien et d'amélioration des bâtisses et terrains acquis en vertu des présentes dispositions. Le surplus de cet argent devra être déposé dans un fonds spécial dont l'utilisation partielle ou complète sera soumise à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec.

4. All the money from such sales or rentals must be applied to the extinction of the obligations contracted by the town in this respect, and to the payment of the capital, interest and other legitimate expenses and costs occasioned in this respect, including the expenses of upkeep and improvement of the buildings and lands acquired under these provisions. The balance of such money shall be deposited in a special fund the partial or complete use of which shall be subject to the prior approval by the Quebec Municipal Commission.

Garantie.

5. La ville devra exiger que tout prêt consenti par elle en vertu des présentes dispositions, soit garanti par première hypothèque sur les immeubles.

5. The town shall require that any loan made by it under these provisions be secured by first hypothec on the immovables.

Acquisitions.

6. Advenant le cas où la ville serait obligée de protéger sa créance, elle pourra acquérir les immeubles hypothéqués en sa faveur, de même que la machinerie, et ensuite, les revendre ou louer; le prix de revente ou de location devra être approuvé par la Commission municipale de Québec et sera consacré uniquement au remboursement de l'emprunt, sauf si la Commission municipale de Québec permet d'en disposer autrement.

6. Should the town be obliged to protect its claim, it may acquire the immovables hypothecated in its favour, as well as the machinery, and afterwards resell or lease the same; the resale or rental price must be approved by the Quebec Municipal Commission and shall be applied exclusively to the reimbursement of the loan, unless the Quebec Municipal Commission permits it to be otherwise disposed of.

Pouvoir non affecté.

7. Cet emprunt pour les fins du fonds industriel n'affectera pas le pouvoir d'emprunt de la corporation de la ville de Marievalle pour des fins municipales.

7. Such loan for the purposes of the industrial fund shall not affect the borrowing power of the corporation of the town of Marievalle for municipal purposes.

Actes
déclarés
valides et
légaux.

8. Les actes suivants sont déclarés valides et légaux en ce qui concerne les pouvoirs de la ville d'acquérir, posséder et aliéner lesdits immeubles: et plus spécialement la ville peut aliéner la partie inoccupée du terrain mentionné à l'alinéa *a*, ci-dessous.

a) Vente par la Communauté des Sœurs de la Présentation de Marie de Saint-Hyacinthe à la ville de Marieville, fait et passée devant le notaire Ovila J. B. Goyette, le 15 août 1953 et enregistrée au bureau d'enregistrement du comté de Rouville, le 6 mai 1954 sous le numéro 76,234 de la partie du lot cent cinquante-six (p. 156) des parties deux et trois de la subdivision officielle du lot originaire cent cinquante-six (156-2 et 156-3) et d'une partie du numéro quatre de la subdivision officielle du lot originaire cent cinquante-six (156-p. 4) du cadastre de la paroisse de Sainte-Marie de Monnoir.

b) Vente par la ville de Marieville aux Industries de Monnoir Inc. faite et passée devant le notaire Ovila J. B. Goyette, le 16 août 1956 et enregistrée le 28 septembre 1956 au bureau d'enregistrement du comté de Rouville sous le numéro 79,877 des numéros vingt-six, vingt-sept, vingt-huit, cinquante-trois et cinquante-quatre de la subdivision officielle du lot originaire cent cinquante-six (156-26, 156-27, 156-28, 156-53 et 156-54) et le numéro deux de la subdivision trois du lot originaire cent cinquante-six (156-3-2) et les numéros un et deux de la subdivision vingt-neuf du lot originaire cent cinquante-six (156-29-1 et 156-29-2) du cadastre de la paroisse de Sainte-Marie de Monnoir.

S.R.,
c. 233,
a. 26, am.
pour la
ville.

9. L'article 26 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville de Marieville, en y ajoutant après le paragraphe 6°, le suivant:

"7° Octroyer, par résolution du conseil, des deniers pour aider, dans la ville ou ailleurs:

a) aux sociétés scientifiques, artistiques, littéraires, patriotiques, sportives, agricoles ou avicoles;

b) à toutes communautés religieuses, hôpitaux, orphelinats et dispensaires;

Deeds
declared
valid and
legal.

8. The following deeds are declared valid and legal as regards the powers of the town to acquire, possess and alienate the said immoveables; and more particularly the town may alienate the unoccupied portion of land mentioned in the following paragraph *a*.

a. Sale by la Communauté des Sœurs de la Présentation de Marie de Saint-Hyacinthe to the town of Marieville, made and passed before Ovila J. B. Goyette, notary, on the 15th of August, 1953 and registered in the registry office of the county of Rouville, on the 6th of May, 1954 under number 76,234 of the portion of lot one hundred and fifty-six (pt 156) of portions two and three of the official subdivision of original lot one hundred and fifty-six (156-2 and 156-3) and of a portion of number four of the official subdivision of original lot one hundred and fifty-six (156-pt 4) of the cadastre of the parish of Sainte-Marie de Monnoir.

b. Sale by the town of Marieville to Industries de Monnoir Inc. made and passed before Ovila J. B. Goyette, notary, on the 16th of August, 1956 and registered on the 28th of September, 1956 in the registry office of the county of Rouville under number 79,877 of numbers twenty-six, twenty-seven, twenty-eight, fifty-three and fifty-four of the official subdivision of original lot one hundred and fifty-six (156-26, 156-27, 156-28, 156-53 and 156-54) and number two of subdivision three of original lot one hundred and fifty-six (156-3-2) and numbers one and two of subdivision twenty-nine of original lot one hundred and fifty-six (156-29-1 and 156-29-2) of the cadastre of the parish of Sainte-Marie de Monnoir.

R.S.,
c. 233,
s. 26, am.
for town.

9. Section 26 of the Cities and Towns Act is amended, for the town of Marieville, by adding after paragraph 6, the following:

"7. Grant, by resolution of the council, moneys to assist, in the town or elsewhere:

a. scientific, artistic, literary, patriotic, sporting, farming or poultry associations;

b. any religious community, hospital, orphanage or dispensary;

c) à toutes institutions, associations, conférences ou organisations de charité, d'orientation, d'hygiène sociale, de bien-être social, moral ou physique;

d) aux foyers et maisons de refuge;

e) pour maintenir et aider à l'établissement et au maintien de bibliothèques publiques et musées publics;

f) pour annoncer la ville, en faire connaître les avantages, promouvoir l'industrie du tourisme, favoriser l'établissement et l'expansion d'industries et de commerce;

g) pour contribuer à l'entretien des chemins d'hiver en dehors de la ville.

Les octrois ainsi appropriés ne devront pas dépasser la somme totale de quatre mille dollars annuellement;".

c. any institution, association, conference or organization existing for purposes of charity, vocational guidance, social hygiene, social, moral or physical welfare;

d. homes and houses of refuge;

e. to maintain or aid in the establishment and maintenance of public libraries and museums;

f. to advertise the town, make known its advantages, promote the tourist trade and the establishment and expansion of industry and commerce;

g. to contribute to the upkeep of winter roads outside the town.

All grants so appropriated shall not exceed the total sum of four thousand dollars annually;".

Frais de voyage.

10. Nonobstant les dispositions de l'article 64 de la Loi des cités et villes, le conseil est autorisé à accorder au maire et aux échevins les frais de voyage qu'ils auront faits dans l'intérêt de la municipalité et ce, en vertu d'une simple résolution du conseil.

10. Notwithstanding the provisions of section 64 of the Cities and Towns Act, the council is authorized to grant the mayor and the aldermen, travelling expenses incurred in the interest of the municipality, and this by mere resolution of the council.

Travelling expenses.

S.R., c. 233, a. 68a, aj. pour la ville.

11. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville de Marieville, en ajoutant après l'article 68, le suivant:

11. The Cities and Towns Act is amended, for the town of Marieville, by adding after section 68, the following:

R.S., c. 233, s. 68a, added for town.

Commissions d'urbanisme et de l'industrie et du commerce.

"68a. Le conseil est autorisé à instituer, par règlement, une commission d'urbanisme et une commission de l'industrie et du commerce, composée chacune de pas moins de cinq membres dont un membre du conseil et les autres choisis parmi les citoyens de la ville, ayant, dans l'opinion des membres du conseil, les qualités requises pour en faire partie.

"68a. The council is authorized to establish by by-law a town-planning commission and an industrial and commercial commission, each composed of not less than five members, of whom one must be a member of the council and the others chosen from among the citizens of the town who, in the opinion of the members of the council, are qualified to be members thereof.

Town-planning, and industrial and commercial commissions.

Experts, etc.

Chaque commission peut s'adjoindre des experts, techniciens et conseillers.

Each commission may retain experts, technicians and advisers.

Experts, etc.

Durée.

Chaque commission est constituée pour un temps déterminé par le conseil.

Each commission shall be constituted for such time as the council may determine.

Duration.

Durée d'office.

Les membres de chaque commission resteront en fonction durant bon plaisir et leurs services seront gratuits.

The members of each commission shall remain in office during pleasure and their services shall be gratuitous.

Term of office.

Pouvoirs, etc.

Les attributions, pouvoirs et devoirs de chaque commission seront définis par des règlements adoptés à cette fin par le conseil. Sur demande du conseil, elle devra leur rendre compte de ses travaux et décisions en lui transmettant des rap-

The attributions, powers and duties of each commission shall be defined by by-laws adopted for such purpose by the council. On request from the council, the commission shall render it an account of its works and decisions by transmitting

Powers, etc.

ports signés soit par son président, soit par la majorité des membres.

Appro-
bation.

Tout projet comportant une dépense de deniers devra au préalable être autorisé par le conseil."

S.R.,
c. 233,
a. 426,
am. pour
la ville.

Lots
distincts.

12. L'article 426 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville de Marieville, en ajoutant après le paragraphe 1°, les suivants:

"1°a Pour décréter qu'aucun permis de construction ne sera accordé à moins que le terrain sur lequel doit être érigée une construction projetée ne forme un ou des lots distincts sur le plan officiel du cadastre ou sur un plan de subdivision fait et déposé conformément à l'article 2175 du Code civil.

"cons-
truction".

Dans la disposition ci-dessus, le mot "construction" désigne une construction pour fins résidentielles, commerciales ou industrielles, avec ses dépendances.

Excep-
tion.

Les dispositions du présent paragraphe ne s'appliquent pas aux constructions, pour fins agricoles, sur des terres en culture.

Permis
de bâtir.

"1°b Pour prescrire la manière d'accorder un permis de bâtir et fixer les droits à payer à la ville pour l'obtention dudit permis, lesquels ne devront pas excéder quinze dollars pour une maison privée et vingt-cinq dollars pour un édifice industriel ou commercial;"

S.R.,
c. 233,
a. 429,
am. pour
la ville.
Subdivi-
sion de
lots.

13. Le paragraphe 8° de l'article 429 de la Loi des cités et villes, est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"8° Pour réglementer la subdivision, l'annulation de subdivision des lots situés dans les limites de la municipalité, pour obliger les propriétaires à soumettre leurs plans de subdivisions à l'approbation du conseil, quinze jours avant leur présentation au ministre qui a charge du cadastre, pour enregistrement; pour prohiber telles subdivisions lorsqu'elles ne coïncident pas avec le plan général de la municipalité, et pour obliger les propriétaires de rues et ruelles privées à indiquer que ces rues et ruelles n'appartiennent pas à la municipalité;"

S.R.,
c. 233,
aa. 604a-
604g, aj.
pour la
ville.

14. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville de Marieville, en ajou-

to it reports signed either by its chairman or by the majority of its members.

Any project involving expenditure of money must be previously authorized by the council."

Approval.

12. Section 426 of the Cities and Towns Act is amended, for the town of Marieville, by adding after paragraph 1, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 426,
am. for
town.

"1a. To decree that no building permit shall be granted unless the ground on which each proposed construction is to be built forms one or more distinct lots on the official cadastral plan or on a subdivision plan made and deposited in accordance with article 2175 of the Civil Code.

Separate
lots.

In the foregoing provision, the word "building" means a building for residential, commercial or industrial purposes and its dependencies.

The provisions of this paragraph shall not apply to buildings for agricultural purposes on lands under cultivation.

Excep-
tion.

"1b. To prescribe the method of granting a building permit and to fix the fees payable to the town for obtaining such permit, which shall not exceed fifteen dollars for private dwelling and twenty-five dollars for an industrial or commercial building;"

Building
permits.

13. Paragraph 8 of section 429 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 429,
am. for
town.

"8. To regulate the subdivision or cancellation of subdivisions of lots situated within the limits of the municipality, to compel the proprietors to submit their subdivision plans for the approval of the council, fifteen days before their presentation to the Minister in charge of the cadastre, for registration; to prohibit such subdivisions whenever the same do not coincide with the general plan of the municipality, and to compel the owners of private streets and lanes to indicate that the same do not belong to the municipality;"

Subdivi-
sion of
lots.

14. The Cities and Towns Act is amended, for the town of Marieville, by

R.S.,
c. 233,
ss. 604a-
604g,
added
for town.

tant après l'article 604, le paragraphe et les articles suivants:

“§ 28a.—*Du fonds de roulement*”

Fonds
autorisé.

“604a. Dans le but de mettre à la disposition du conseil des deniers dont il peut avoir besoin pour faire face aux dépenses de la ville, au cours d'un exercice, en attendant la rentrée des fonds produits par les taxes ou par les licences, ou par d'autres revenus du même exercice, ou pour défrayer le coût de certains travaux d'utilité publique, qui ne sont pas de simple entretien ou de certains achats non d'usage courant, entraînant un déboursé qui n'est pas suffisamment élevé pour justifier un emprunt à long terme, le conseil peut constituer par règlement un fonds connu sous le nom de “fonds de roulement”.

Capital.

“604b. Le capital de ce fonds est de quinze mille dollars et toute dépense effectuée à même ledit fonds doit être remboursée conformément aux dispositions des articles 604c et 604e.

Emprunts
de ce
fonds.

“604c. Le conseil peut, par résolution, emprunter de ce fonds les deniers dont il peut avoir besoin pour les fins mentionnées à l'article 604a ci-dessus. Aucun de ces emprunts ne devra cependant être pour un terme excédant cinq ans, et la résolution autorisant l'emprunt indiquera de quelle manière se fera le remboursement et advenant que les revenus généraux seraient insuffisants pour parfaire ce remboursement une taxe spéciale devra être imposée, conformément aux dispositions de la loi. Le prêt ne pourra pas se faire avant que la résolution autorisant l'emprunt ne soit approuvée par la Commission municipale de Québec.

Consti-
tution.

“604d. Il est constitué pour débiter par le produit d'un emprunt de quinze mille dollars.

Place-
ments.

“604e. Au fur et à mesure de la conversion de ces créances en deniers par leur perception, le trésorier devra les porter à un compte spécial et le conseil pourra se servir des deniers de ce fonds pour acheter des obligations du Canada ou de la pro-

adding after section 604, the following paragraph and sections:

“§ 28a.—*Working-fund*”

“604a. With a view to placing at the disposal of the council the moneys it may need to meet the expenses of the town during a fiscal year, pending the receipt of funds derived from taxes, licenses or other revenues of the same fiscal year, or to pay the cost of certain public utility works which are not matters of mere maintenance, or of certain purchases not usually made and which are not so costly as to justify a long-term loan, the council may, by by-law, constitute a fund known as the “working-fund”.

Fund au-
thorized.

“604b. The capital of such fund shall be fifteen thousand dollars and every expense incurred out of the said fund shall be reimbursed in accordance with the provisions of sections 604c and 604e.

Capital.

“604c. The council may, by resolution, borrow from such fund the moneys it may need for the purposes mentioned in the foregoing section 604a. However, no such loan shall be for a period exceeding five years and the resolution authorizing the loan shall determine how it shall be repaid, and if the general revenues should be insufficient to effect such repayment, a special tax shall be imposed in accordance with the provisions of law. The loan shall not be effected before the resolution authorizing the loan is approved by the Quebec Municipal Commission.

Borrow-
ing from
such fund.

“604d. It shall be established in the first place by the proceeds of a loan of fifteen thousand dollars.

Establish-
ment.

“604e. As such claims are converted into money through their recovery, the treasurer shall enter them in a special account and the council may use the moneys of such fund to purchase bonds of Canada or of the Province of Quebec,

Invest-
ments.

vince de Québec qui resteront à l'actif de ce compte et que le conseil pourra donner en garantie de tout emprunt qu'il pourra faire pour se procurer les deniers dont il pourra avoir besoin pour effectuer des avances suivant les dispositions du présent paragraphe.

which shall remain credited to such account and which the council may give as security for any loan it may contract in order to obtain whatever moneys it may need to make advances under the provisions of this paragraph.

Emprunt
autorisé.

"604f. La ville est autorisée à emprunter, pour former le capital initial de ce fonds, une somme de quinze mille dollars, remboursable dans une période de quinze ans, en suivant les formalités requises par la loi pour tout règlement décrétant un emprunt, sauf que l'approbation des électeurs municipaux, propriétaires d'immeubles imposables, n'est pas requise.

"604f. To constitute the initial capital of such fund, the town is authorized to borrow a sum of fifteen thousand dollars repayable in a period of fifteen years in accordance with the formalities prescribed by law for any loan by-law, except that the approval of the municipal electors who are owners of taxable immoveables shall not be required.

Loan au-
thorized.

Intérêts.

"604g. Les intérêts du fonds de roulement sont appropriés comme des revenus ordinaires de l'exercice au cours duquel ils sont gagnés."

"604g. The interest on the working-fund shall be appropriated as ordinary revenue of the fiscal year during which it is earned."

Interest.

1905,
c. 47,
s. 12, ab.

15. L'article 12 de la loi 5 Édouard VII, chapitre 47, est abrogé.

15. Section 12 of the act 5 Edward VII, chapter 47, is repealed.

1905,
c. 47,
s. 12,
repealed.

Entrée en
vigueur.

16. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

16. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.